

Mme / M. XX (managers)

Le projet du gouvernement d'imposer à notre profession une coupe drastique et historique de ses financements n'a malheureusement pas changé, malgré nos nombreuses alertes et la proposition de compromis que nous avons formulée à la CNAM le 22 novembre.

À ce stade, l'inflexibilité des autorités nous mène tout droit vers la destruction du modèle de biologie médicale de proximité et innovante que nous avons mis des années à bâtir.

De notre côté, nous avons fait tous les efforts possibles pour sortir de ce conflit. **Ce mardi, nos syndicats ont réitéré leur proposition initiale (une contribution exceptionnelle de 250 millions d'euros en 2023) en y ajoutant une proposition de diminution de l'enveloppe de financement de la biologie courante pour un montant de 145 millions d'euros par an en 2024, 2025 et 2026.** Cette proposition n'était valable qu'à la condition que la CNAM s'engage à ne pas procéder à d'autres baisses de tarifs sur cette période.

Au total, c'est à un **effort colossal de 685 millions d'euros sur quatre ans**, qui correspond à 80% des bénéfices totaux liés à l'activité COVID depuis 2020, que nous étions prêts.

Et une fois de plus la CNAM a refusé notre main tendue, restant arc-boutée sur son projet mortifère de rabet équivalent à plus d'1,3 milliards d'euros d'économies sur la biologie courante.

Les conséquences de ce rabet sont connues : la fermeture d'au moins 400 laboratoires de proximité et une dégradation drastique de la qualité du parcours de soin français.

Cette ponction est dangereuse, injuste et injustifiée : une profession de santé exemplaire participant à 70 % des diagnostics médicaux et représentant moins de 2 % des dépenses de santé ne peut être sacrifiée sur l'autel d'un « quoi qu'il en coûte » qu'elle n'a pas décidé et dont elle avait pointé les risques de dérapage budgétaire dès l'automne 2020.

C'est la raison pour laquelle, comme nous en avons averti les autorités, l'ensemble des syndicats représentatifs du secteur de la biologie médicale (Biomed, SDB, SLBC, SNMB), avec le soutien de l'ensemble des acteurs de la profession, principaux groupes et réseaux de laboratoires (Biogroup, Cerba Healthcare, Eurofins, Inovie, LBI, Synlab et Unilabs), tous réunis au sein de l'Alliance de la Biologie Médicale, **rejoindront le mouvement de grève reconductible des professionnels de santé les 1^{er}, 2 et 3 décembre prochains.**

Cette grève se manifestera par la **fermeture au public de tous les laboratoires de biologie médicale de proximité. Elle n'a évidemment pas pour but de pénaliser les Français, mais bien de nous permettre d'assurer la survie d'une biologie de qualité et de préserver notre rôle essentiel au sein du parcours de soin.**

Ce choix représente un vrai effort pour nos laboratoires, puisque nous ne générerons pas de revenus pendant cette période. Il est malgré tout indispensable de continuer un combat dont la victoire amortira de loin les coûts et les sacrifices.

Nous ne pouvons rester passifs devant la mort programmée de la biologie médicale de proximité.

Bien cordialement,

[Ajouter signature](#)

Message à destination des patients :

Madame, Monsieur,

En raison d'un mouvement de mobilisation de l'ensemble du secteur de la biologie médicale contre un projet gouvernemental de baisse drastique de ses financements, et parce que nous n'obtenons pas de réponse à nos nombreuses propositions de compromis, **nous vous informons que l'activité de nos laboratoires sera totalement suspendue pendant trois jours à compter du 1er décembre 2022** et ce de manière reconductible.

Nous avons toujours déclaré vouloir contribuer à l'effort collectif pour redresser nos finances publiques et avons ainsi **proposé de participer à cet « effort de guerre » du Covid à hauteur de 250 millions d'euros en 2023**. Face à l'inflexibilité des pouvoirs publics, nous avons même fait un effort supplémentaire, en proposant **une participation supplémentaire de 145 millions d'euros par an jusqu'en 2026** qui mettrait nos laboratoires à très lourde contribution.

Or, malgré cette main tendue et cet effort considérable et difficilement soutenable de 685 millions d'euros sur quatre ans, le gouvernement campe sur ses positions et continue d'exiger une ponction d'1,3 milliards d'euros qui condamnera la biologie médicale de proximité.

Un tel projet se traduirait par des fermetures de laboratoires, des suppressions de postes, une baisse des investissements dans l'innovation (indispensables en cas de pandémie notamment...) et un accès aux soins limité. **Après les déserts médicaux, le gouvernement prend le risque de créer des déserts de labos !**

Nous ne pouvons pas prendre ce risque, d'autant plus que la biologie médicale a déjà réalisé des efforts considérables : 5,2 milliards d'économies pour la Sécurité Sociale en dix ans ! Une profession aussi exemplaire et représentant à peine 2 % des dépenses de santé ne peut tout simplement pas être sacrifiée sur l'autel d'un « quoi qu'il en coûte » qu'elle n'a pas décidé et dont elle avait pointé les risques de dérapage budgétaire dès l'automne 2020.

Nous avons répondu présents lors de l'épidémie de la Covid-19 et souhaitons **continuer notre mission au service des Français, conserver un service de proximité et un parcours de soin de qualité sur tout le territoire**. C'est avant tout pour protéger l'avenir de notre système de santé, pour vous protéger, que nous rejoignons ce mouvement de grève.

Ce choix représente un effort pour tous. Malgré tout, il est indispensable que nous l'engagions, **dans l'espoir que le gouvernement accepte enfin de nous entendre et de négocier à partir de notre dernière proposition**.

Pour nous soutenir dans notre mouvement : [Rajouter QR code / lien vers pétition](#)

Nous vous remercions pour votre compréhension.